front libertaire

N° 21 — 15 NOVEMBRE 1972 — PRIX : 1,50 F.
BI-MENSUEL

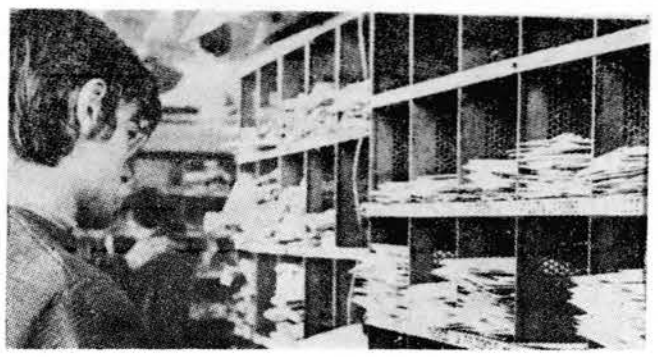
CONTRE les capitalismes bourgeois et bureaucratiques et leurs impérialismes.
POUR la gestion directe ouvrière et l'Internationale.

Edité par :
ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE

des luttes de classes

DROITS DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

REFUS DES CADENCES



AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT

Notre alternative : L'AUTOGESTION

Les prochaines législatives marquent un tournant dans la vie politique et consacrent la mort du gaullisme. Mai 68 a reposé brutalement le problème du pouvoir de la classe ouvrère.

Face à ce renouveau de la conscience de classe, éclatent les stratégies des diverses franges de la bourgeoisie. Les rivalités économiques sont renforcées par l'évolution du système, les rivalités politiques apparaissent de plus en plus nettement. Ce qui ne veut pas dire que, face à l'ennemi commun, les bourgeois ne sauront pas refaire l'unité. La droite est aujourd'hui divisée quant à la stratégie à appliquer : durcissement et léger coup de barre vers l'extrême-droite, utopisme de ceux qui croient encore au mirage gaulliste, intégration de la classe ouvrière par un programme social et réformateur. L'essentiel est, pour eux, de montrer qu'il y a lutte entre appareils, entre partisans de « solutions », et non lutte de classes. Ce qui les conduit à une campagne anti-communiste qui va devenir de plus en plus hystérique au fur et à mesure que va s'approcher l'échéance électorale ; campagne qui va viser à diviser le P.C. et le P.S. quant à la question de l'URSS, visant, par-delà le P.C., l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

(Suite en page 2.)

Une même lutte contre le capital

Notre alternative : L'AUTOGESTION

(Suite de la page 1)

Montrer que la lutte se situe au niveau des idées, par le biais électoral, dans le respect de la régle du jeu, voilà le grand thème.

Et, de fait, la Gauche tombe dans le panneau, l'Union Populaire n'est qu'une union d'états-majors, passée par-dessus la classe ouvrière qui va jouer un rôle moteur mais qui ne va pas contrôler ; et en cela la situation est totalement différente du Front Populaire de 36 ou de l'après-guerre où la montée au pouvoir de la Gauche avait été précédée d'un vaste mouvement populaire.

D'ailleurs, J. Duclos l'a bien précisé, il ne s'agit pas d'instaurer une société socialiste ; le programme est « social » en ce qu'il reprend certaines aspirations immédiates de la classe ouvrière, et il est certain que, par son opportunisme, il regroupe une majorité de travailleurs.

Face à cela, nous trouvons l'ensemble du mouvement révolutionnaire qui, par manque de stratégie claire et de propositions concrète, ne trouve rien de mieux que d'adopter une attitude suiviste. Ne changeant en rien leur habitude, ils courent derrière pour rattraper un mouvement qui leur échappe ; et ils sont condamnés à suivre, condamnés à être constamment débordés car ils s'inscrivent dans un certain courant de type bolchevik où le P.C.F. est leur concurrent direct et omniprésent. Leur type d'organisation. les rapports léninistes entre le parti et les masses les empêchent de développer une alternative révolutionnaire crédible aux yeux des travailleurs.

Par rapport à cela se développe et se concrétise jour après jour, un mouvement de plus en plus vaste. L'alternative n'est pas, comme l'avait opposé le milieu révolutionnaire étudiant par manque de prise concrète sur la réalité, entre « organisation » et « spontanéité » mais entre deux courants, l'un représenté aujourd'hui par les options léninistes, l'autre autogestionnaire, pour qui la solution réelle ne peut partir que de la classe elle-même, qui doit prendre ses affaires en mains.

Comme nous l'avions déclaré dans les précédents éditos, et n'en déplaise à certains trotskistes qui sont incapables de concevoir une implantation sans un recrutement, ce qu'il s'agit aujourd'hui d'accomplir c'est l'implantation du communisme libertaire, et là l'organisation révolutionnaire sera réellement l'émanation d'un mouvement de masse. Mais croire que c'est l'organisation, le parti, qui va accomplir le mouvement révolutionnaire c'est se condamner à la stérilité politique la plus complète, c'est se situer par rapport au mouvement de la classe et non dans la classe.

C'est en partant du mouvement de la classe, sur des positions politiques claires, positions sans cesse affirmées par la dialectique qui s'établit entre la frange consciente et la classe, que le mouvement révolutionnaire pourra proposer une alternative révolutionnaire concrète. Et ici est renforcée la nécessité de l'organisation spécifique qui a là un rôle primordial de théorisation de la pratique, au sein du mouvement de la classe, de clarification politique, véritable outil révolutionnaire.

Aujourd'hui se développe un mouvement révolutionnaire qui se déclare partisan de l'AUTOGESTION, s'opposant par là aux « solutions » léninistes et réformistes (il s'agit pour nous de battre en brèche les récupérations réformardes du P.S. et autres pseudo-socialistes sur l'Autogestion).

C'est à la dynamique de ce mouvement que nous devons tous travailler.

● intervention sur un quartier ouvrier à Barcelone

A la mi-juillet 1972 s'est constituée, à Barcelone, l'organisation de lutte « Quartier Populaire » (« Barrio Popular ») qui, après l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire à court terme sur les quartiers (cf : n° 5 du bulletin clandestin « Tribuna Libertaria »), est passée à la pratique de luttes de masses dans le quartier de Santa Calina.

A Santa Salina, qui comprend les arrondissements du « Gotico » et du « Borne », l'agitation s'est rapidement développée depuis trois mois, axée essentiellement sur le thème :

« Non à la hausse des prix ! »

Les premières interventions ont consisté en des distributions massives de tracts et ventes de journaux sur les marchés du quartier, ce qui a permis de nombreux contacts avec les habitants. Très vite, des inscriptions :

« Non à la hausse ! »
« Solidarité Ouvrière ! »
« Gouvernement de voleurs ! »
« Quartier Populaire Uni »...

... couvrirent les murs du quartier. Enfin, le samedi 21 octobre, une manifestation de plusieurs centaines d'habitants du quartier, protégés par les groupes d'auto-défense, avait lieu pendant un quart d'heure sur le quartier. Maintenant, avec le travail d'organisation en comité d'îlots, de rues et de maisons, commence une nouvelle phase de la lutte.

« Quartier Populaire » est une organisation non spécifique mais à vocation de masse, constituée à l'origine par le groupe « Noir et Rouge » et des militants des Noyaux d'Action Populaire (NAP), qui se propose de développer les luttes dans les quartiers ouvriers et de donner une alternative révolutionnaire aux commissions de quartier par l'application d'une stratégie basée sur l'action directe et solidaire des besoins et des désirs des masses salariées des quartiers.

● INTERDICTION DE L'AVORTEMENT POURQUOI ?

Nous reproduisons ci-dessous un tract du Comité de Femmes de Suresnes qui reproduit assez bien la position de « F. I. » sur le sujet :

Notre dernier tract abordait la contraception en France ainsi qu'un des aspects de l'avortement, aujourd'hui nous soulevons le problème de la répression de l'avortement.

● La répression de l'avortement, un aspect de la société de classes.

L'hypocrisie du gouvernement est évidente. Il a choisi d'inculper une jeune fille de 16 ans, apparemment dans l'impossibilité de se défendre, plutôt que de poursuivre les 300 ou 400 femmes qui ont déclaré publiquement s'être fait avorter (manifeste des 343).

Avec le procès de Marie-Claire nous avons la preuve que le gouvernement s'attaque aux femmes de la classe ouvrière.

Parmi les condamnées pour avortement, de 1961 à 1967, il y avait :

141 ouvrières,
131 soubrettes et femmes de ménage,
61 petits commerçants,
2 cadres supérieurs,
2 femmes d'industriels.

« On aboutit à une justice de classes », reconnaît un conseiller à la cour d'appel de Paris. En refusant l'avortement libre et gratuit le gouvernement favorise la classe bourgeoise qui, elle, peut se payer un voyage en Suisse ou en Angleterre. C'est donc bien une justice au service de la classe possédante, exploitante.

● Deux poids, deux mesures dans la morale que l'on veut nous imposer.

En France :

Au nom d'une « certaine morale » on nous refuse l'avortement libre et gratuit. Cette morale n'est que l'expression des besoins d'une classe possédante qui veut :

— Une main-d'œuvre nombreuse pour entretenir la concurrence sur le marché du travail ;

— Une population toujours croissante pour entretenir l'expansion.

— Des deuxième classe pour remplir ses casernes.

A la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion.

Chaque année des milliers de femmes subissent l'avortement forcé au la stérilisation.

Dans ces pays la « morale » s'efface devant les soi-disants « intérêts supérieurs de la nation » car une population nombreuse, par la prise de conscience de son exploitation, pourrait aboutir à la victoire contre/sur la minorité exploitante.

● L'avortement doit être libre et gratuit.

Pour que l'avortement ne soit pas un privilège réservé aux classes favorisées, mais un droit dont chacune puisse user, nous refusons toute loi restrictive.

En posant des conditions à l'avortement, la loi Peyret renforce la culpabilité que la morale hypocrite a toujours associée à l'avortement.

Pour que ce mouvement ne puisse pas être récupéré à des fins électorales par les puissances d'argent qui nous gouvernent...

- Soutenons la mère de Marie-Claire, dont le jugement a eu lieu le 8 novembre et restons prêts à répondre à toute atteinte à notre liberté ;
- Groupons-nous dans l'action ;
- Exigeons la liberté totale de l'avortement sans aucune restriction ni condition.

NOUS VOULONS ETRE ENTIEREMENT LIBRES DE DECIDER DE NOTRE VIE L'AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT EST UNE ETAPE VERS LA LIBERATION DES FEMMES

Le Comité de Femmes Suresnes-Puteaux.

P.T.T., UN SERVICE PUBLIC QUI PROFITE AU SECTEUR PRIVE

En 1971 l'administration des P.T.T. tentait une expérience sur les départements de la Moselle et du Val de Marne. Il s'agissait de faire distribuer, par des facteurs volontaires, et en dehors de leurs tournées habituelles, des « imprimés sans adresses » (I.S.A.), c'est-à-dire de dépliants ou cartes publicitaires vantant les mérites de telle ou telle firme, service...

La distribution d'I.S.A. par les P.T.T. permettait, en fait, au secteur privé de faire main basse sur un service public et de s'assurer une campagne publicitaire de premier choix et à moindre coût (8 à 12 centimes par imprimé jusqu'à 100 g).

Lorsque l'on sait qu'à la même époque, une circulaire interne de l'administration précisait : « qu'il n'était pas exclu que, dans l'avenir, lorsqu'un nombre de clients réguliers permettra d'établir un planning de distribution sur toute l'année, le cadre réglementaire — de distribution des I.S.A. — serait revu », on pouvait craindre que le volontariat n'était qu'une étape vers la distribution obligatoire des I.S.A. Eh bien, c'est chose faite !

A la mi-octobre, profitant d'une campagne de la Caisse Nationale d'Epargne, l'administration mettait en demeure les facteurs de plusieurs centres parisiens (Paris 15, 18, 19) de distribuer des imprimés de la Caisse d'Epargne en plus du courrier habituel. Immédiatement des assemblées sur le tas, réunissant syndiqués et non-syndiqués, décidaient de refuser collectivement la distribution des I.S.A. et déclaraient la grève sans préavis. Voyant cela, le directeur des services postaux de Paris franchissait un nouveau pas et *ordonnait* aux responsables de centres « de désigner individuellement quatre facteurs pour assurer la distribution des I.S.A. » ! Face à cette nouvelle sanction, les facteurs ripostèrent sur-le-champ en empêchant leurs camarades « réquisitionnés » d'effectuer tout travail, et obligeant l'administration à reculer.

Cette action des postiers nous montre la capacité réelle des travailleurs à s'auto-organiser dans les luttes, en obligeant les syndicats à prendre le train en marche — excepté pour la C.F.D.T. qui a toujours refusé la distribution d'I.S.A. et qui a soutenu le mouvement de grève et appelait à la poursuite de l'action quand C.G.T. et F.O., dès le deuxième jour, demandaient la reprise « au nom de la légalité », la grève ayant été déclenchée sans préavis !

Si l'administration des P.T.T. a provisoirement reculé dans certains centres, elle n'a pas pour autant renoncé puisque les I.S.A. apparaissent maintenant sur Paris 10.

P.T.T. SERVICE PUBLIC POUR QUI ?

NON A LA DISTRIBUTION DES I.S.A. !

LICENCIEMENT à «EX»

Grande surface à Tarascon

Le groupe EX, grande surface, se glorifie d'être une coopérative d'achats en marge des trusts alimentaires type Mamouth, Uniprix, Monoprix, etc.

A Tarascon, installé depuis quelques années, il a acquis, par certains prix inférieurs à Monoprix ou à Unico, une clientèle plutôt populaire.

De l'extérieur, le patronat présentait, avec son personnel, un visage affable, pour mieux le contrôler ; il laissait même une certaine initiative à ses employés, par exemple celle de devoir rembourser de leur poche quand il manquait de l'argent en caisse, etc.

Les masques de ce patronat-là sont tombés quand la fièvre a éclaté, le vendredi 13 octobre.

Le patron d'EX, prenant les devants, venait de licencier une employée qui développait, chez ses jeunes camarades de travail, la conscience de leur exploitation (paie au-dessous du SMIG, heures supplémentaires non payées, etc.). Il devait se former un syndicat C.G.T. dans le magasin.

Le licenciement de cette employée (par ailleurs secrétaire syndicale), sous prétexte de faute professionnelle, entraînait la grève de la majorité des employés par solidarité. La section C.G.T. prenait l'affaire en mains.

Le patron, lui, ne perdait pas son temps, prenait des employées des magasins EX alentour pour briser la grève. Le magasin donc continuait la vente.

Des affichages étaient faits par C.G.T. dans la ville, et, le dimanche, une rapide distribution de tracts à l'entrée d'un grand magasin. Le tract appelait à une manif en face du magasin pour le lendemain.

En réalité, par cette manière d'agir la C.G.T. avait déjà choisi son terrain : la demande de soutien SUR LE PAPIER des organisations syndicales et même religieuses plutôt que l'appel direct à la population et aux travailleurs sur leur lieu de travail et dans la rue.

Résultat : lundi, peu de gens à cette manifestation, même les habituels badauds ne sont pas là.

Peu de monde donc pour entendre clâmer dans le micro le « responsable » de la C.G.T. ; les employées, dans un coin, discutent et un JC fait la quête pour elles. La manif. s'est terminée sur une envolée du maire communiste de Port-Saint-Louis en faveur du « Programme commun », la panacée à tous les maux des travailleurs.

Naturellement, dans les usines, et autres lieux de travail, en l'absence des employées en grève venant demander le soutien actif des travailleurs, RIEN ne bouge.

Ce premier échec aurait pu servir de leçon.

Au contraire, on se cantonne dans cette voie : les pourparlers se multiplient avec les pseudo-socialistes de la mairie, la direction du travail, la préfecture, etc.

Dans le local, le secrétaire de la C.G.T. donnait aux grévistes l'exemple de ce que devait être une lutte en jouant les P.-D.G. de la revendication à coups de téléphone. Pour mettre à l'aise les grévistes, il les persuade qu'il s'occupe de tout, et que tout ira bien. Belle image d'une organisation économique du prolétariat !

Evidemment, le surlendemain du meeting, la C.G.T. invitait tout le monde à reprendre le travail. Mais, point de REINTEGRATION de l'employée licenciée !

Une fois rentrées, les employées vont devoir subir la pression patronale : insultes, menaces. Il faut qu'elles paient cher leur révolte et surtout les miettes que le patron a été forcé de leur accorder.

Le 24 octobre, les élections, demandées à cor et à cris par la C.G.T. donnent la majorité au syndicat maison F.O.

Aujourd'hui, le patron sadique multiplie les avertissements, les employées solidaires de la licenciée, déçues, ont envie de partir, résignées, s'attendent à être limogées d'un jour à l'autre.

Hors du syndicalisme de salon, la lutte peut être victorieuse.

Des travailleurs solidaires de cette lutte sont prêts à la renforcer. En réponse à la dictature du patronat, il faut prendre ses affaires en mains et entraîner le soutien populaire actif.

Extrait du Bulletin Communiste Libertaire des Bouches du Rhône.

Lecteurs, qui achetez régulièrement le journal dans les kiosques ou dans les librairies, prenez un abonnement simple ou de diffusion, vous gagnerez du temps (les envois individuels parviennent avant la distribution par les Messageries) et de l'argent (nous aussi, d'ailleurs). Nous rappelons que des commandes plus importantes de journaux peuvent être faites pour les groupes ou personnes désirant être diffuseurs.

Nous demandons à ceux qui auraient pu recevoir le journal avec retard, ou à ceux pour lesquels une demande quelconque serait restée sans réponse, de nous en informer immédiatement.

De la résistance palestinienne au Moyen - Orient Socialiste

Comme nous l'avions expliqué dans notre précédent numéro, l'Etat d'Israël s'est construit par l'expropriation des Palestiniens de leurs terres, par la conquête territoriale et en faisant tout pour conquérir la terre et en expulser les occupants. Là aussi citons quelques chiffres : seules 10 % des terres détenues par les organisations sionistes en 1967 avaient été acquises avant 1948 (date de la création de l'Etat d'Israël).

Sabri Gereis, dans son livre **Les Arabes en Israël**, estime qu'après l'indépendance d'Israël, on a volé 100.000 ha de terre rien que par des procédures juridiques diverses (lois d'exception, etc.). Après la guerre de 1948, le nombre de réfugiés, recensés par l'UNRWA (organisme de l'O.N.U.) était déjà de 600.000 ; en 1951 de 900.000. Actuellement le nombre de réfugiés peut être estimé à 1.600.000 dont 800.000 seulement bénéficient des très maigres secours de l'URWA. C'est dire l'état de misère dans lequel ils se trouvent.

De tout cela, on peut comprendre la nature de la lutte du peuple palestinien qui n'est pas tant une lutte contre la sur-exploitation économique et contre la bourgeoisie du pays colonisateur qui l'exerce, mais bien une lutte pour réintégrer les terres dont il a été dépossédé. Ceci pour expliquer dans une certaine mesure les tendances nationalistes qui dominent actuellement dans la Résistance palestinienne. Car il nous appartient d'être nuancés dans notre analyse sur la Résistance et de refuser des assimilations globales des divers courants qui la constituent.

Le réveil du peuple palestinien fut révété au monde principalement par les activités d'El Fatah et de sa branche militaire El Assifa depuis 1965-66 (nous ne parlons pas du courant ultra-réactionnaire de Choukeiri qui dominait jusqu'alors et dont le seul slogan était « tous les Juifs à la mer ! »). Ce réveil coïncida avec la radicalisation du régime syrien, d'une part, et avec une crise économique en Israël, accompagnée d'un relâchement de l'esprit pionnier d'autre part. Les prémices d'une action militaire israélienne d'envergure existaient à partir de ce moment (cf : un peu plus tard la guerre des « Six Jours »). Il est à noter que, jusque-là, les réfugiés palestiniens avaient été souvent utilisés par les gouvernements arabes afin de faire oublier les problèmes intérieurs aux masses arabes, sans jamais se pencher véritablement sur le problème palestinien. Or, le mouvement actif de la Résistance est né de la prise de conscience de l'incapacité des régimes arabes à mener à bien la lutte pour la satisfaction des aspirations du peuple palestinien. Pourtant, ces mouvements de Résistance sont nés dans la mouvance des Etats arabes et vivent entièrement des subventions que ces derniers leur accordent et qui les rendent d'ailleurs souvent prisonniers politiquement. Le volontariat n'existe pas dans ces mouvements (sauf au F.D.P.L.P.* dont nous reparlerons).

De plus, la majorité de la Résistance (Fath, O.L.P., etc.) n'a jamais réussi à mener à bien une analyse politique claire de la situation au Moyen Orient. Ils sont donc prisonniers de positions nationalistes qui les empêchent de voir clairement leur antagonisme avec les régimes arabes et les enferment dans des pratiques uniquement militaires sans recherche d'implantation politique dans les masses (il est à noter l'absence systématique de la Résistance lors des grèves ouvrières qui ont pu se dérouler, principalement en Egypte et au Liban, où la classe ouvrière a mené, ces derniers temps, des combats particulièrement virulents).

Ces positions les ont empêchés de s'organiser face au danger que représentait pour les organisations l'acceptation du plan Rogers, c'est-à-dire mettre sur pied une véritable organisation de classe, implantée dans les masses palestiniennes, à opposer à la clique réactionnaire de Hussein, alliée des dirigeants sionistes. Ce plan a pour objectif fondamental de reprendre en mains le Moyen-Orient et de consolider l'influence politique des Etats-Unis dans cette région. Il s'agissait de geler le problème indéfiniment en réalisant un accord partiel sur l'ouverture du canal de Suez et en prolongeant le cessez-le-feu.

L'acceptation du plan laissait la voie libre pour la liquidation des courants révolutionnaires de la région (cf massacre des communistes soudanais, massacres de septembre en Jordanie, virage à droite en Egypte, etc.). Après une telle répression contre la Résistance (septembre 1970) on s'attendait à une radicalisation de la Résistance vis-à-vis des régimes arabes. Pourtant (malgré la dénonciation du F.D.P.L.P), elle s'est empressée de répondre à l'invitation pour la conférence de « réconciliation » de Djeddah, et, depuis, elle n'a pas hésité à signer des accords capitulateurs avec les régimes arabes (accords du Caire, etc.), que ces derniers s'empressaient d'ailleurs de ne pas respecter quand ils le jugeaient utile ; ces mêmes accords ont, en outre, contribué à isoler la Résistance des masses. Mais, de fait, tant que l'O.L.P.* restera attachée aux subsides des dirigeants réactionnaires, elle ne pourra être que l'exécutant des volontés de ces dirigeants.

Pourtant il nous faut miser sur le F.D.P.L.P.*, aile gauche de la Résistance, qui est la seule organisation qui ait eu un travail d'organisation et de formation au sein des masses palestiniennes avant 70 (cf. à ce sujet la Résistance palestinienne de Thaïlande). Il a su mener une analyse révolutionnaire de la situation, tirer les conclusions de la défaite de septembre, et il est à noter que c'est le seul mouvement qui se soit adressé au peuple juif et particulièrement à son avant-garde révolutionnaire et anti-sioniste.

Dans son rapport sur le massacre de septembre 70, le F.D.P.L.P. dénonce les privilèges matériels et moraux de la bureaucratie dirigeante de la Résistance et son absence de théorie révolutionnaire. Cette absence s'est traduite par le refus de distinguer les « classes contre-révolutionnaires des classes patriotiques et révolutionnaires » et donc par « l'absence de tout programme révolutionnaire dans les relations avec les masses jordaniennes ». Il critique la droite de la Résistance qui « a toujours refusé de prendre part aux luttes des masses ouvrières en Transjordanie » et condamne sa « politique régionaliste ». Partant de la pauvreté du peuple palestinien dans les campagnes, il condamne la Résistance qui s'est contentée de certains services sociaux sans jamais proposer de programme de transformation démocratique. Ainsi, les habitants de la campagne jordanienne ne trouvaient aucun intérêt à donner leur appui à la Résistance. Ceci explique l'isolement de cette dernière lors des massacres de septembre.

Le F.D.P.L.P.* insiste sur le refus de l'idée dominante au sein de la Résistance, à savoir : « contradiction principale avec le sionisme » et considère que la lutte contre le sionisme est inséparable de la lutte contre les régimes arabes. Néanmoins, il est à noter que le F.D.P.L.P.* n'a pas toujours été, dans ses actes, en accord avec ses théories.

Où en sommes-nous actuellement ? La Résistance a subi un coup très dur, en septembre 70, et la répression n'a fait que s'aggraver. Son aile gauche, particulièrement, a été pratiquement décimée. Cependant, il semble que les dirigeants de la Résistance n'ont pu tirer les conclusions nécessaires et celle-ci connaît actuellement une période de désorganisation tant sur le plan politique que militaire. Elle ne donne donc aucune perspective aux masses palestiniennes, prisonnière qu'elle est de sa poltique de conciliation avec les régimes arabes. Les éléments révolutionnaires de la Résistance sont actuellement disséminés un peu partout, sans pratique véritable et autonome sur le terrain.

Or, c'est cette période que la réaction a choisi pour essayer de créer une troisième force palestinienne soi-disant représentative. C'est ainsi qu'Isra*l a organisé des élections bidons en Cisjordanie pour élire des notables qui représenteraient le peuple palestinien dans d'éventuelless organisations. Mais cette force n'a pas du tout été crédible aux yeux du peuple palestinien.

De plus, l'Egypte essaye de pousser l'aile droite de la Résistance à la création d'un Etat autonome qui servirait à enfermer le peuple palestinien entre le marteau israélien et l'enclume jordanienne.

Malheureusement, le refus actuel de l'O.L.P.* de part la nature de son communiqué, nous paraît relever bien plus de considérations tectiques que d'un choix politique et il est à craindre que dans une autre situation ses dirigeants acceptent la création de cet Etat dans lequel il y a tout à parier qu'ils auront une place de choix ; et on a vu qu'ils étaient friands d'avantages bureaucratiques !

Face à cette offensive, il convient de développer la clarification idéologique du problème du Moyen-Orient afin de favoriser la restructuration de l'aile-gauche révolutionnaire de la Résistance palestinienne. Pour cela, il ne faut pas hésiter à critiquer l'aide droite de la Résistance et particulièrement toutes les organisations qui pratiquent uniquement un terrorisme militaire sans effectuer une travail politique pami les masses palestiniennes.

●

C'est à la lumière de cette analyse assez sommaire, il est vrai, que nous pouvons analyser les derniers actes militaires de la Résistance palestinienne tels que l'action du commando japonais à Lod, action revendiquée par le F.P.L.P., et la dernière action de Munich revendiquée par « Septembre Noir ».

Depuis septembre 1970, mois du massacre perpétré contre la Résistance palestinienne par Hussein, sous le regard placide des dirigeants des différents Etats arabes (à l'exception limitée de la Syrie), la Résistance palestinienne, désorganisée et terriblement affaiblie, se trouve dans une impasse.

Cette impasse est due à différents facteurs. Tout d'abord la Résistance palestinienne est sans arrêt exposée aux coups d'Etat sioniste et du régime de Hussein. De plus, Israël, en bombardant continuellement le territoire libanais, essaye de pousser le gouvernement libanais à expulser la Résistance palestinienne du Liban ou tout au moins à entraver son action ; ce en quoi, durant le dernier mois, il a partiellement réussi. Mais la Résistance palestinienne se trouve également dans l'impasse du fait de ce qu'a toujours été son propre mode d'organisation ; à savoir elle a toujours développé uniquement le côté militaire de la lutte et a délaissé son rôle de catalyseur de l'auto-organisation

des masses palestiniennes et arabes, sur une base politique de lutte de classe, dans les camps de réfugiés et en Cisjordanie (ceci à l'exception du F.P.D.L.P.). Du fait de ce manque d'implantation véritable dans les masses, après septembre 1970, son appareil militaire étant fortement affaibli, elle n'a pas su sur quelle base solide se redévelopper. C'est dans ce contexte que nous pouvons comprendre, mais non approuver, les « actes de désespoir » de Munich et de Lod.

D'une part, en Israël, de tels actes ne font que rejeter encore davantage la population juive dans les bras du gouvernement réactionnaire. De plus, ils ne font qu'aggraver la situation des Palestiniens vivant sur le sol de l'Etat sioniste. Ainsi, à titre d'exemple, le vaste mouvement de protestation amorcé en Israël à la suite du problème d'Ikrit et Biram (expulsion par l'Etat sioniste des habitants de deux villages) qui avait joué unrôle de radicalisateur pour de nombreux libéraux et « hommes de gauche » et qui avait développé une véritable lutte parmi les Palestiniens en Israël, a été coupé net par l'action de Munich. De plus le gouvernement israélien a pris ces actions comme prétexte pour développer encore plus intensivement une politique de terreur systématique contre les camps de réfugiés palestiniens.

D'autre part, ces actions, parmi les masses palestiniennes et arabes, n'aident pas à une véritkable prise de conscience et à une auto-organisation populaire, mais ne sont que des flambées de poudre périodiques ravivant les sentiments nationalistes.

Il nous semble, de ce fait, qu'il est de notre devoir de révolutionnaires de condamner de tels actes qui ne font que retarder la lutte de la Résistance palestinienne pour sa juste lutte de libération.

Ainsi, l'analyse de la nature particulière de la colonisation sioniste nous a permis de voir qu'il existe irrémédiablement en Israël un peuple israélien et qu'il serait aberrant de réduire tout le pays à la bourgeoisie et aux institutions sionistes. Nous devons donc condamner les courants de la Résistance qui refusent de faire la distinction entre le peuple israélien et les structures réactionnaires et sionistes de son Etat, renvoyant ainsi le peuple dans les bras de la réaction.

Au contraire, il faut développer le côté Moyen-Orient de la lutte révolutionnaire et œuvrer vers une lutte commune des masses palestiniennes et arabes et des travailleurs Israéliens contre les bourgeoisies respectives et les impérialismes qui les soutiennent et qui maintiennent la région dans état de guerre et de chauvinisme national. Dans ce sens, seule la Résistance palestinienne peut jouer un rôle decatalyseur de l'action révolutionnaire parmi les masses arabes.

Il faut, à ce sujet, mentionner qu'à l'appel du Matzpen,* un essai a été fait de créer une organisation révolutionnaire moyen-orientale regroupant des militants révolutionnaires palestiniens, arabes et israéliens. Tous les délégués étaient déjà réunis, mais l'entreprise a échoué en raison de divergences entre un courant libertaire et un autre trotskyste. Il est à souhaiter que de telles entreprises se renouvellent et, pour illustrer ce souhait, comme nous avons cité le F.P.D.L.P., nous voudrions terminer en citant le Matzpen* : « nous croyons que la solution socialiste révolutionnaire du conflit israélo-arabe reste toujours valable : désionisation d'Israël et son intégration dans une union socialiste moyen-orientale.

Ceci veut dire que les masses exploitées israéliennes doivent jouer leur rôle spécique dans le processus révolutionnaire du Moyen-Orient. Ils doivent, dans un premier temps, quitter l'idéologie sioniste en se rendant compte de son caractère réactionnaire, pour ensuite mener la lutte ensemble avec les masses arabes et palestiniennes contre les bourgeoisies locales et les impérialismes qui les soutiennent. Ceci veut dire qu'aucun des deux peuples ne doit imposer une révolution de l'extérieur, mais qu'au contraire un véritable Moyen-Orient socialiste ne se construira que par la montée de la conscience révolutionnaire dans tous les pays et la participation de toutes les composantes du mouvement révolutionnaire de la région, unies dans un même combat.

Pour cela, il nous faut, dès aujourd'huii, dénoncer les alliances qui, déjà, se créent entre les gouvernements adversaires lorsqu'il s'agit de lutter contre le mot révolutionnaire (cf. le rôle joué par Israël en septembre 1970) et encourager les organisations véritablement révolutionnaires de la région.

A bas le sionisme !

A bas la réaction arabe.

Pour un Moyen-Orient socialiste.

* Matzpen : organisation socialiste révolutionnaire israélienne, anti?sioniste.

* F.D.P.L.P. : aile gauche de la Résistance palestinienne, front démocratique et populaire de la libération de la Paestine.

* O.L.P. : Organisation de Libération de la Palestine, regroupant la majorité des organisations.

* Mapam : parti de la « gauche sioniste » actuellement au gouvernement.

* Herout : parti d'extrême-droite israélien annexioniste.

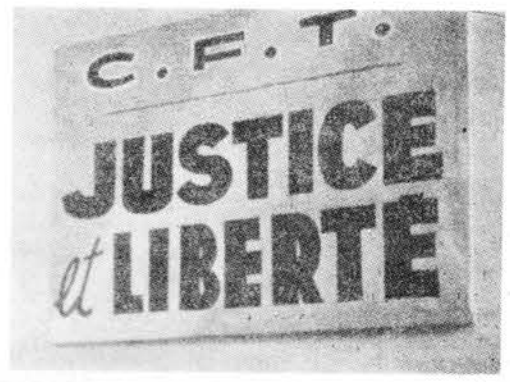
A Suresnes, les nervis fascistes et la police ont eu raison des travailleurs de l'« Hôtel de la Grille »

Depuis l'année dernière, la situation des travailleurs de l'Hôtel de la Grille, situé 6, rue du Commandant-Rivière, à Suresnes, était précaire. Les autorités, désireuses de couvrir une opération immobilière conduite par les usines « Fiat-Unic » en instance de départ, n'ont pas hésité un instant devant les méthodes à employer. Celles-ci se sont révélées dignes de la Gestapo.

Le samedi 28 octobre 1972, à 6 heures du matin, la police isole complètement l'Hôtel de la Grille. Sous sa protection, des nervis fascistes C.F.T. des usines Unic, armés de masses, pénètrent dans les chambres de travailleurs immigrés habitant cet « hôtel ». Les travailleurs, étant encore couchés, n'ont pas le temps de réagir, ils sont bousculés, jetés dehors et embarqués dans un car de « Fiat-Unic ». Pendant ce temps-là, les nervis fascistes C.F.T., armés de masses, saccagent sauvagement les portes et les fenêtres de l'hôtel pour le rendre inhabitable.

Vers 10 heures, après que tout ai été brisé dans les chambres, vingt-six des travailleurs sont conduits à Gennevilliers au « Foyer des Métaux et du Bâtiment », rue du vieux chemin d'Argenteuil. Là ils ont vu que le « foyer » en question n'était qu'un assemblement de baraques, isolées dans un terrain vague, loin de tout moyen de transport. Les baraques étaient sombres et ne possédaient en tout et pour tout que quatre lits superposés. Maintenant ces travailleurs sont à Suresnes, ils ne peuvent pas aller dormir au « Foyer » de Gennevilliers, c'est trop loin de leur travail. Que vont-ils faire ? Ils n'ont plus de chambre du tout.

Un « Comité d'Action et de Solidarité » s'est constitué avec, notamment, le P.C., le P.S., la C.G.T. et la C.F.D.T. ; mais si l'on relogera ces travailleurs on n'aura pas résolu le problème des centaines d'autres travailleurs immigrés vivant dans la région. Ni même stoppé le problème de la franche collaboration entre la police et les bandes fascistes SAC, CDR, CFT qui, dans certaines municipalités des Hauts-de-Seine, se pose chaque jour avec une actualité de plus en plus brûlante.



Le combat des travailleurs de la Grille sera aussi le combat de la classe ouvrière contre ceux qui sont ses ennemis jurés, le patronat, ses flics et ses bandes fascistes.

C.F.L. Suresnes.

« Les enfants, aussi existent »

Cette phrase fut écrite par un des enfants qui ont participé, le 28 octobre, à une manifestation organisée rue Daviel, dans le 13e arrondissement, à Paris, par le groupe « La Maison pour tous » (P.S.U. 13e, Culture et Liberté 13e, Cercle F.L. 13e, U.L. C.F.D.T. 13e et des habitants du quartier qui n'appartiennent à aucune organisation spécifique) qui s'est constitué à la suite de la construction d'un centre dont la direction a été confiée à un U.D.R. « ultra » : Martin.

Dans ce Centre Culturel, ou les flics et les fascistes du coin viennent s'entrainer au karaté, la discipline et les prix qui y sont pratiqués lui permettent de remplir le rôle que lui a confié l'Etat, celui d'une boîte de consommation de « culture » bourgeoise ; « tu consommes, tu payes (cher) et tu t'en vas ; les discussions philosophiques, politiques y sont évidemment interdites.

Face à cet état de fait, le groupe « la maison pour tous » a entrepris, depuis un an, une campagne pour une maison pour tous gérée par les participants. C'est dans le cadre de cette campagne, bien accueillie par la majorité de la population du quartier, que s'est déroulée une fête populaire qui rassemble, le samedi 10 juin, de nombreux habitants du quartier descendus dans la rue pour la circonstance.

Un journal de quartier a été créé (« Le Canard du 13e pour un 13e en lutte »), canard ouvert à tous les habitants du quartier qui pensent que tout ne va pas aussi bien qu'on voudrait le faire croire et voudraient prendre collectivement leurs affaires en main. Le 28 octobre un « barbouillage sauvage » a été organisé en face du Centre Culturel, une vingtaine d'enfants y participaient mais les contacts avec la population furent presque inexistants du fait d'une mauvaise campagne d'explication sur cette action. Ce qui lui donna l'apparence d'une fête de patronage. C'est le danger de ces formes d'actions dont le contenu politique n'est pas évident.

Non seulement ce problème pourrait rejoindre celui du travail dans les syndicats, ne pas se borner à des revendications telles que l'augmentation des salaires ou un Centre Culturel ouvert à tous, mais étendre le problème et amener les travailleurs et la population à lier les injustices locales au système économique et politique du pays et poser clairement la question de la transformation radicale du système.

Cependant, les habitants d'un quartier se dotant d'un organisme de base leur permettant de se poser collectivement les problèmes particuliers à leur lieu d'habitation, s'aperçoivent très vite des facteurs politiques conséquents à ses problèmes et parviennent très rapidement à donner à leur lutte un contenu politique capable de voir qu'un changement radical de notre société s'impose aujourd'hui.

Cercle F. L. Paris (13e)

■ VIGO :

25000 ouvriers en grève

La grève, qui a éclaté à l'usine Citroën-Hispania, a pris en peu de jours d'importantes proportions, s'étendant à diverses entreprises de Vigo et des alentours. En outre, de grandes manifestations se sont déroulées, aux cris de : « Liberté ! », en signe de solidarité à l'égard des ouvriers licenciés. Tout comme au mois de février, à la suite des événements d'El Ferrol, d'importantes forces de la Garde Civile, augmentées de contingents venus d'ailleurs, patrouillent dans la ville, gardent les banques et les établissements publics, montent la garde dans les ateliers et protègent — en armes — les véhicules des transports urbains.

Il est impossible de dire, pour l'instant, comment évoluera le conflit : en dépit de la combativité des ouvriers, tant dans l'exposé que dans la défense et la popularisation de leurs revendications, l'attitude patronale et la menace constante des sbires du pouvoir rendent l'atmosphère beaucoup trop pesante et il sera difficile, faute d'organisation et de moyens de résistance, d'obtenir le succès désiré.

On peut considérer, toutefois, comme un signe prometteur, l'essor que connaît l'action des travailleurs, à savoir la prise de conscience qui, en l'accompagnant et en nous libérant en quelque sorte de la peur, rend possible l'élargissement de la lutte contre les exploiteurs.

A titre d'exemple, citons le conflit qui a opposé, en mai dernier, le personnel de l'usine « Hijos de J. Barreras », S.A. (3.000 ouvriers) à la direction, et où les ouvriers en lutte ont obtenu le concours des différentes branches de l'industrie.

Au cours de la discussion du nouvel accord, les travailleurs de J. Barreras demandaient une augmentation annuelle d'au moins 15 %, qui correspondait à l'augmentation de la convention précédente, signée il y a deux ans. Ils affirmaient en même temps leur opposition à la tentative faite par l'entreprise d'avancer le roulement des vacances. Les raisons avancées étaient d'ordre technique, la direction laissant entendre qu'il y aurait une réduction d'horaire. Les ouvriers, ne l'entendant pas ainsi, ont entrepris de protester par divers moyens et ont eu recours à la Magistrature du Travail de Vigo. Celle-ci n'a pas apporté de solution car ce conflit collectif relevait d'une convention à passer avec la direction. Mais celle-ci s'est bornée à la passivité et, prenant comme prétexte les désordres dans le travail, elle a décrété le lock-out, le 12 mai. Sous le coup de diverses pressions, elle a été contrainte de rouvrir l'usine, le 24 mai. Pourtant, les ouvriers ont refusé de reprendre le travail aussi longtemps que les sanctions ne seraient pas levées et que les personnes arrêtées ne seraient pas libérées (une quinzaine). Le mardi matin, c'est-à-dire le lendemain, un accord a été conclu : 34 % d'augmentation en deux ans et levée de toutes les sanctions. L'ouverture devant se faire le mercredi.

Signalons que de nombreuses autres entreprises avaient été touchées par la grève, soit au total 15.000 personnes.

Unité d'action chez Citroën.

A l'origine de l'actuel conflit chez Citroën, la très juste *revendication pour la semaine à 44 heures et le congé du samedi après-midi.*

On voit la modestie de cette revendication. En Espagne des usines comme Citroën imposent leurs conditions et leurs horaires. Mais les calculs échouent quelquefois : cela est le cas face aux ouvriers de l'usine d'automobiles de Vigo.

Dans les premiers jours de septembre, le mécontentement commence à se manifester et, le vendredi 8, divers ateliers décident d'entreprendre la grève sur le tas. A l'exemple de la maison mère de Paris, les chefs du personnel croient que ce vent de révolte va pouvoir être maté, si l'on s'appuie sur les « jaunes » et autres personnels dociles. L'extension rapide du mécontentement dans l'enceinte de l'usine oblige la direction à prendre d'autres dispositions : cinq « agitateurs » congédiés et des poursuites engagées à l'encontre des délégués qui se désisteraient.

A la suite d'assemblées tenues dans les ateliers, l'idée d'arrêt total fait son chemin et celui-ci devient effectif au second roulement, c'est-à-dire le samedi après-midi. L'entreprise décide alors d'avoir recours aux autorités qui promirent, comme de bien entendu, d'intervenir ; à son tour, la hiérarchie du syndicat entre dans le mouvement et préconise le retour à la normale, avec la promesse, de la part de la direction, d'une négociation prochaine sur la réduction des horaires de travail, proposition soutenue par l'inspection du Travail. Cette proposition reste sans résultat. On voit même un délégué, prenant au sérieux son rôle de « représentant » ouvrier, réagir violemment, prendre à partie l'inspecteur, accuser ses supérieurs, de complicité avec l'entreprise et déchirer, sous leur nez, sa lettre de nomination.

Le lundi 2, la grève est générale chez Citroën-Hispania, dont le personnel se chiffre à quelque 5.000 salariés.

Il est évident que la solidarité, vis-à-vis des détenus, avait eu plus d'impact que la revendication initiale. Des cortèges se formèrent tout de suite en direction du centre de la ville. De très nombreuses personnes se réunirent devant le siège syndical et, comme la force publique gardait déjà cet endroit, en interdisant l'entrée, il se produisit de nombreux heurts où l'on profère des cris de toutes sortes :

— Mort l'Etat franquiste !

— Vive la Révolution !...

Ce même lundi les ouvriers des chantiers navals Vulcano se mirent en grève à leur tour en signe de solidarité. L'entreprise Citroën, conseillée peut-être par les autorités qui craignaient une réédition des événements de Grenade ou de El Ferreol, semble disposée à réintégrer les ouvriers licenciés, sauf un. Cependant le compromis sur la levée des sanctions n'est pas mené à terme. Pendant ce temps, la grève s'étend à d'autres usines de la région : Fomensa, Pressman, Frigorifiques de Vigo, Manuel Riego, Caucho Atlantico, Artistique Vanosa, Union Cristalera, Fless, Carnaud, Villavias, Santo-Domingo, Barreras, Asticour, Paulino Freires, plusieurs autres fabriques de construction, certains chantiers navals, etc.

La confusion prenait, petit à petit, d'énormes proportions. Le syndicat refuse de recevoir les différentes délégations, choisies en assemblée dans les usines. Dans la rue, les manifestations se succédaient (qui comptaient une large participation féminine) et étaient violemment dispersées par la police.

La presse locale informe au compte-gouttes et d'une façon tendancieuse, mettant les travailleurs en garde contre ceux qui profitent du conflit à des fins personnelles.

Pendant ce temps la répression s'accentue. Tous les jours arrivent des renforts de police et même des brigades spéciales étrangères à la région (Baquela Politico Social). On voit des personnages très importants venus de Madrid.

Impact de la mobilisation générale.

Les bureaucrates, les petits bourgeois, les commerçants et même certains ouvriers abrutis par le charlatanisme d'une propagande réformiste, tremblent devant ce ferment révolutionnaire. Que se passe-t-il ? Il se passe simplement que les vannes sont ouvertes et que la société espagnole craque de toutes parts.

En tous cas cette grève générale laissera des traces profondes. Les manifestations, les tracts, les inscriptions sur les murs, qui ont accompagné cette grève auront une grande résonance populaire. Tout cela est d'autant plus remarquable que tout a été improvisé, l'escalade étant passée de l'invite à la grève, à la protestation, à l'extension du mouvement en signe de solidarité, et enfin à la dénonciation du régime et du système capitaliste. Une partie de cette propagande est due aux Commissions Ouvrières, mais pas toutes, il s'en faut de beaucoup, car, à la surprise même des plus initiés, on a vu apparaître sur les murs des inscriptions pour l'autogestion et les conseils ouvriers.

La seconde phase du conflit.

A partir du 18, sous les diverses menaces de congédiement collectif et de lock-out, on enregistre des reprises de travail dans diverses entreprises. Les autorités, satisfaites de la brèche ouverte, envoient des détachements armés pour assurer ce que l'on appelle « la liberté du travail », ce qui donne lieu à quelques échauffourées de la part des grévistes, au cours desquelles on vit un agent de la force publique tirer dans le tas, sans faire de victime.

Le 19, les forces de police dispersent des manifestations de rue.

Le 20 on assiste à de nouvelles reprises de travail.

Le 21, à l'occasion du procès intenté par la direction de Citroën à l'encontre des représentants syndicaux sanctionnés — et qui n'eut pas lieu — des incidents se renouvellent et les autorités, pour exploiter une certaine frousse, font état du résultat (sensationnel) des perquisitions effectuées en milieu « gauchiste » : une vieille machine à écrire et des feuilles polycopiées à caractère subversif.

Le 22, la reprise du travail par quelques jaunes est annoncée comme si le conflit était résolu alors que la tension était à son maximum. Les quelques défections, qui ont lieu ce jour-là, ne sont pas à la gloire du patronat, car la rentrée effectuée sous les menaces se poursuit par la grève sur le tas. Ainsi, par exemple, à San-Domingo, la direction appuyée par la police, fait évacuer les ateliers.

La lutte continue.

Le 23, à la suite de l'accord entre les entreprises et les autorités en vue de désavouer la résistance ouvrière, les grévistes des usines les plus importantes reçurent l'avis de congédiement avec l'offre généreuse de réintégration si la demande en était faite 24 ou 48 heures à l'avance, selon les cas. Citroën ne participe pas à cet accord, et son directeur, devant cet échec, va chercher aide et conseils dans les hautes sphères madrilènes. Pendant ce temps la dissension règne parmi les différentes autorités locales et l'évêque de Tuy-Vigo tente d'entrer dans les grâces de tout le monde, mais son paternalisme anachronique ne réussit pas à gagner la sympathie du monde ouvrier. Les réunions informelles et les manifestations se renouvellent de tous les côtés.

Le dimanche 24 on note, dans les commentaires de quartier, un relâchement dans la combativité des vieux ouvriers (qui ne voient pas d'issue à leur action), relâchement qui contraste avec le courage de certains, surtout des jeunes. On sent le poids de la grève sur les familles. A longue échéance, dit-on, le capitalisme remportera la partie car il lui suffira « d'attendre que la faim nous pousse ».

Sans parler de reddition, on peut dire que les nécessités matérielles et la perspective de la perte de droits acquis au cours des années passées, poussent les ouvriers à reprendre le travail en plus grand nombre, ce lundi 25.

A la fn de la semaine, en dépit de quelques noyaux de résistance, nous entrons dans ce que le patronat appelle « la normalisation du travail » qui, en définitive, est le prolongement de la chaîne de souffrances que nous impose le capitalisme.

La grève s'est terminée, mais il reste une vingtaine de détenus et de personnes en liberté provisoire, en attente de procès, ainsi que quelque deux cents licenciés. Pour cette raison, comme l'ont clâmé les manifestants dans les rues de Vigo ; « La lutte, camarades, continue ». Nous espérons donc que cette lutte trouvera un écho de solidarité dans tous les milieux révolutionnaires.

A la Fonderie de Villieu,

27 jours de grève menés par les travailleurs immigrés

Le jeudi 5 octobre, un conflit très dur démarrait dans un établissement C.I.A.P.E.M.-Brandt (appartenant au grand trust Thomson-Brandt) de la banlieue lyonnaise.

Les 110 travailleurs immigrés de la fonderie de Villieu, petit bourg à 40 km de Lyon, sont originaires d'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie). L'entreprise emploie environ 240 personnes dont 200 ouvriers (outre des Tunisiens et des Algériens, environ 120 Français et quelques Marocains et Turcs).

A Lyon, la direction C.I.A.P.E.M.-Brandt est une direction de combat qui, entre autres, emploie des « flics privés » pour faire régner le « bon ordre ».

Au retour des congés, les travailleurs immigrés décident, pour défendre leurs revendications, de demander à la direction l'élection de délégués du personnel. Par deux fois, le 19 septembre et le 2 octobre, le syndicat des métaux C.F.D.T. demande une rencontre pour fixer les modalités de l'élection des délégués du personnel et dépose la liste des candidats C.F.D.T.

La réaction de la direction ne se fait pas attendre ; elle convoque les candidats un à un pour les « acheter » en leur proposant une augmentation individuelle afin qu'ils rejoignent son syndicat : la C.F.T., qu'elle a introduit dans l'usine. Devant le refus de nos camarades, la direction licencie, le 5 octobre, un candidat délégué (le plus ancien) sous un faux prétexte (vol avec effraction au vestiaire).

Le 5 octobre, l'ensemble des travailleurs immigrés de l'établissement ripostent par la grève et le dépôt de leur cahier de revendications.

— en préalable : réintégration du candidat licencié ;

— les salaires : pour un même travail, un immigré gagne 4,70 F de l'heure, un Français gagne 6,50 F. ils revendiquent : à travail égal, salaire égal ;

— conditions de travail : mesures et équipements de sécurité (chaussures, gants) pour mettre fin aux accidents nombreux (il n'y a pas d'infirmerie) ;

— logement : les travailleurs immigrés sont logés dans l'entreprise, exposés à la fumée, aux poussières, au bruit, sans aucune hygiène, ni aucune règle de sécurité.

Ils sont entassés à 7 ou 8 dans des chambres conçues pour deux personnes. Certains, par manque de lits, sont obligés de coucher par terre. Il y a seulement deux réchauds pour 50 personnes, quatre robinets d'eau pour 60 personnes. Le montant total des loyers rapporte chaque mois environ 3.000 F au patron. Ils demandent à discuter du taux du nouveau loyer. Ils réclament des réfectoires avec des tables et des réchauds supplémentaires, l'aménagement de leurs pièces.

— respect des travailleurs : racisme de la direction « et des petits chefs » ; les travailleurs immigrés veulent être traités en hommes.

Malgré les menaces de la direction :

— Si vous maintenez le syndicat, on va fermer l'usine et on ira à Lyon...

Grâce à la combativité des travailleurs immigrés et après enquête de la gendarmerie d'Ambérieu qui lave de tout soupçon l'accusé ; Moselli, le candidat C.F.D.T., est réintégré. Ils obtiennent également que les élections se fassent rapidement : elles sont fixées au 31 octobre et des satisfactions sur les conditions de logement.

Mais le combat continue : en assemblée générale, le vendredi 13 octobre, les travailleurs ont décidé la poursuite de leur mouvement pour la satisfaction de leurs principales revendications :

— augmentation des salaires : de 1 F, en deux fois, dont 0,50 F à la reprise du travail ;

— amélioration des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité ;

— indemnité de fin de grève ;

— les problèmes de logement non réglés.

Alors qu'à ce moment-là la majorité des travailleurs immigrés étaient partisans de l'occupation de l'usine (les travailleurs français, tous syndiqués à la C.F.T., continuaient le travail, assurant la production nécessaire à la survie de l'entreprise) ; les syndicats métaux C.F.D.T. de l'Ain et du Rhône s'opposèrent à l'épreuve de force avec la direction, prétextant le manque de formation des délégués et les risques de provocations. En fait, en laissant pourrir la grève, la C.F.D.T. a elle-même provoqué, le jeudi 2 novembre, la reprise du travail en abusant les travailleurs immigrés.

La grève de Villieu repose bien le problème du conflit dur à l'intérieur d'une entreprise où une partie du personnel continue à assurer la production et la nécessité pour la pleine réussite de ce genre de grève d'une occupation totale. Ainsi, à Villieu, où les travailleurs immigrés continuaient la grève, pendant ce temps la direction imposait la C.F.T. en développant le racisme des travailleurs français.

Le délégué syndical C.F.T. est l'homme de main de la direction, il est chargé de faire régner l'ordre et la discipline (il a, à plusieurs reprises, menacé des travailleurs immigrés, se permettant même de s'introduire dans les chambres sans la présence des occupants).

La C.F.T. a sorti un tract en arabe menaçant les travailleurs en grève « de prendre leurs valises ». La direction a imposé la C.F.T. aux négociations.

Les travailleurs de Villieu ont donc repris le travail le 2 novembre ; profitant du jugement du tribunal de Trévoux (Ain), devant lequel elle accusait la C.F.D.T. d'être non-représentative (quelques délégués n'ayant pas un temps de présence suffisant dans l'entreprise), la direction a repoussé les élections au 15 novembre. Des promesses ont été faites aux travailleurs immigrés, selon lesquelles aucune mesure répressive ne sera prise à leur encontre.

Malgré tout la grève à la fonderie de Villieu nous aura permis, une nouvelle fois, d'apprécier, comme à Pennaroya, à Girosteel, la combativité dont font preuve les travailleurs immigrés subissant l'exploitation capitaliste encore plus que nous et le racisme développé par les patrons pour diviser les travailleurs français et immigrés.

Malgré la tentative de mise au pas de la direction C.I.A.P.E.M.et du syndicat jaune C.F.T., malgré l'attitude démobilisatrice de la C.F.D.T., les travailleurs immigrés continueront la lutte anti-capitaliste ; ce capitalisme qui crée le chômage dans leur pays en s'emparant de leurs richesses (minerai de fer mauritanien exporté à Fos-sur-Mer) et qui, par la suite, signe des accords avec leurs gouvernements fantoches pour permettre l'immigration (les devises empochées par le gouvernement algériens à chaque émission de mandats vers l'Algérie).

Face à l'exploitation d'un grand trust international, la Thomson, numéro un de l'électro-ménager, leur lutte est celle de tous les travailleurs français et immigrés exploités par le système capitaliste.

Cercle Front Libertaire

de Villefranche.

◆ LETTRE AUX FRERES TRAVAILLEURS de la part des grévistes de Villieu :

Nous, les travailleurs dela Fonderie de Villieu, nous vivons les mêmes conditions dures, dans lesquelles vivent tous les travailleurs et surtout immigrés.

Nous sommes 100 travailleurs immigrés, nous nous sommes levés pour défendre nos droits. Nous sommes au 24e jour de grève, nous n'avons rien reçu parce que le patron ne veut rien comprendre et refuse nos revendications qui sont :

- Augmentation de salaire de 1,00 F de l'heure pour tous.
- Amélioration des conditions de de travail (protection contre les accidents du travail).
- Respect des travailleurs de la part de certains chefs racistes.
- Amélioration des conditions de logement (diminution du nombre de personnes logeant dans chaque chambre : aujourd'hui huit par pièce de 6 m²).
- Indemnité de fin de grève de 400,00 F.

FRERES TRAVAILLEURS,

Réfléchissez un peu sur nos revendications ! Pensez à vos frères immigrés parce qu'ils ont besoin de vous, de votre soutien matériel et moral et parce que nous vivons tous les mêmes conditions d'exploitation de la part des capitalistes.

Nous demandons donc aux camarades de comprendre notre grève qui est la voix de tout travailleur immigré qui défend son droit à la vie contre l'exploitation, l'esclavage et le racisme ; cette voix qu'on a déjà entendu à Pennaroya et ailleurs !

Tendez vos mains à nous et entendez notre voix, elle est la vôtre !

Vive la solidarité des travailleurs !

Les Grévistes de la Fonderie CIAPEM.

Villieu, le 28 octobre 1972.

le 9 Novembre à la Mutualité

Meeting contre l'armée

Nous reproduisons ci-dessous l'intervention de Sylvain Puttemans lors du Meeting anti-militariste du 9 Novembre à la Mutualité.

L'insoumission est une réaction au départ, instinctive en réponse à un système répressif.

Dès la prime enfance elle se traduit par une révolte contre la famille « première cellule de base de tout système autoritaire ». Cette révolte se retrouve face à l'école, le désintéressement total chez l'enfant est une des conséquences logiques.

L'insoumission prend toute autre forme chez le jeune travailleur. Elle n'est plus une réaction instinctive mais celle d'un être réagissant aux ordres débiles et aux brimades constantes. Cette réalité quotidienne ne peut qu'amener le jeune travailleur à une prise de conscience politique de l'oppression, donc à se définir face à un monde qu'il condamne globalement.

- **Face au système d'embrigadement de la jeunesse,**
- **Face à l'oppression permanente de toute une éducation forgeuse d'esclaves...**

...il ne reste plus aux jeunes que la révolte ouverte contre toute autorité.

Les trois phases de l'insoumission citées auparavant ne peuvent être que l'ébauche du refus total de l'armée, qui n'est, lui-même, que l'un des éléments spectaculaires du refus total de tout système oppressif.

Le code de justice militaire vous dira que l'insoumission à l'armée n'est motivée, le plus souvent, que par des problèmes familiaux ou professionnels, et non pas par une prise de conscience politique.

Il existe, en réalité, une autre forme d'insoumission autrement plus radicale, qui dépasse de beaucoup le simple refus de l'armée : l'INSOUMISSION POLITIQUE.
Ne prenons pour exemple que le cas de deux insoumis :

JOEL CHAPELLE. — **Je cite :« Je considère l'armée comme une gigantesque machine à parfaire le conditionnement préalablement reçu dans la famille, à l'école... Conditionnement dont le but est de maintenir artificiellement une société dans laquelle le bonheur n'est qu'un produit de consommation ».**

GASTON JAMBOIS. — **Actuellement emprisonné, écrit dans un tract intitulé : « Lettre au peuple et non à qui de droit » :**

« De l'aveu même de Debré, l'armée doit maintenant assurer le rôle que la famille et l'Education nationale ont perdu. Je refuse de me faire dresser. »

L'insoumission est donc généralement un acte authentiquement révolutionnaire. Elle est non seulement le refus total de l'armée et de ses échappatoires tels que le statut des objecteurs ou la coopération ; mais aussi le refus de participer à un système répressif, soit militaire, soit civil.

Ainsi « l'insoumis politique » ne jeut se retrouver dans les positions putains qui furent celles de certains camarades qui, bien que pro-FLN dans le civil, se retrouvèrent obligés, pendant la guerre d'Algérie, de tuer des révolutionnaires algériens pour défendre leur peau. Cela devrait servir de référence « historique » à ceux qui prêchent le militantisme au sein de l'armée.

Je ne suis pas ici pour prêcher l'insoumission, je ne désire pas appeler à s'insoumettre contre l'armée, car l'insoumission à l'armée n'est pas le tribu d'un groupe, d'un parti, mais celui d'un individu réagissant à l'oppression d'un monde pourri en son nom propre, au nom de la dignité d'homme, face à une race d'esclaves. S'insoumettre à l'armée c'est affirmer à la face du monde son identité d'homme libre.

De l'insoumission au refus total il n'y a qu'un pas qu'effectue l'individu qui ne s'inscrira jamais dans aucun système répressif mais, bien au contraire, en sera l'un des éléments destructeurs.

Le refus total est la prise de conscience de l'oppression et, en cela, une des réponses que puisse donner un révolutionnaire. L'armée, comme élément d'oppression, ne pourra jamais être que l'outil des systèmes autoritaires. Le refus total ne cherche pas seulement à condamner l'armée existante en tant que telle, il cherche à détruire tous les pouvoirs.

L'armée est en tête de ligne du sytème répressif.

Tout individu responsable ne peut répondre à l'armée et au système que par l'insoumission, donc le refus total.

Il n'est donc plus question de considérer l'insoumission politique comme un simple refus de l'armée, mais bien comme un refus de tous les systèmes autoritaires.

Ces insoumis, dans la vie, feront demain une société responsable et équilibrée faite d'hommes libres et adultes.

Répression militariste à Sedan

A Sedan, le 24 octobre 1972, huit personnes sont inculpées pour activités antimilitaristes :

Pierre Clouet, instituteur ; Michel Capobianco, ouvrier ; Salvatore Capobianco, artisan ; Ronald Braquet, ouvrier ; Dominique Faynot, poète ; Jean-Paul Bernier, professeur ; Jean-Paul Cigo, étudiant ; Raymond Sandretto, ouvrier, procédure d'expulsion en cours.

Les chefs d'inculpation sont :

— Pour Braquet : injures envers l'armée, provocation de militaires à la désobéissance (Sandrette) ;

— Pour Clouet, Faynot et les frères Capobianco, J.P. Gigo : injures envers l'armée, provocation de militaires au délit de violence avec emploi des armes, injures publiques envers le ministre d'Etat chargé de la défense nationale, diffamation envers l'armée.

Pour Bernier : provocation au crime de meurtre, menaces de mort sans ordre et condition, injures envers un lieutenant-colonel.

En réalité, ces chefs d'inculpation ne sont que des prétextes ; les faits qui les motivent sont hors de proportion avec leur gravité : pour une affiche caricaturale représentant, sous le titre : « Les jeunes s'unissent, l'armée s'effondre » un lycéen, un ouvrier, et un bidasse frappant sur l'occiput d'un personnage en uniforme galonné devient, dans la bouche des militaires : « provocation à la violence avec emploi des armes ».

Une inscription murale : « Vallin (colonel du 12e RC de Sedan), salaud, le peuple aura ta peau », devient menace de mort et provocation au crime de meurtre !

Il s'agit, en fait, de mettre un terme à l'activité d'un groupe anti-militariste qui dénonçait aussi bien les insuffisances du statut d'objecteurs que les aspects les moins brillants (et les moins officiels !) de la vie à l'intérieur de la caserne de Sedan. Cette liaison réalisée entre divers aspects de la lutte anti-militariste (objection, insoumission, désertion, lutte dans les casernes) n'est pas du goût de l'armée française qui n'aime visiblement que les gens s'occupant de ce qui les regarde pourtant bien. Elle va donc s'efforcer de réprimer durement le mouvement sedanais.

Tous ceux qui refusent le service militaire, tous ceux qui sont conscients de la nécessité de lutter contre le silence complice dont bénéficie le domaine militaire, doivent se tenir prêts à soutenir les huit inculpés sedanais. Nous appelons, dans un premier temps, tous ceux qui le peuvent à nous faire parvenir tous témoignages de nature à faire la lumière sur les réalités de la vie de caserne.

Le Comité de soutien aux inculpés.

Ecrire à CSOC Sedan P. Clouet, Illy- 08200 Sedan.

Pour contact avec

front libertaire

Ecrire :
—Région Sud :
« GERMINAL », 19, rue des Suisses, 13 - ARLES
— Région Nord : FRONT LIBERTAIRE, 33, rue des Vignoles, PARIS - 20e. (Me Avron).
Permanence tous les jours de 14 h 30 à 19 h.

MODALITES D'ABONNEMENT :

Abonnement annuel (24 numéros)	30 F
Abonnement annuel sous pli fermé	80 F
Abonnement de soutien	100 F
Abonnement de diffusion :	
5 exemplaires par mois durant 12 numéros	60 F
10 exemplaires par mois durant 12 numéros	130 F

ATTENTION AU NOUVEAU C.C.P.
M. BEAUGRAND C.C.P. n° 31 490-19 La Source.

Directeur de Publication : BEAUGRAND — Dépôt légal 37.126 — Comm. Parit. Pres. 51.613 Impr. des Gondoles, 4 et 6, rue Chevreul — Choisy-le-Roi.